

Développement et paix : la saga se poursuit

Élisabeth Garant

Number 808, May–June 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/93363ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Garant, É. (2020). Développement et paix : la saga se poursuit. *Relations*, (808), 9–9.

DÉVELOPPEMENT ET PAIX : LA SAGA SE POURSUIT

L'acharnement des évêques canadiens contre Développement et Paix continue, mettant en danger plusieurs partenaires de l'organisme.

Élisabeth Garant

L'auteure est directrice du Centre justice et foi et de la revue *Relations*

Depuis 20 ans, l'organisme Développement et Paix (D&P) est épisodiquement ébranlé par des crises et des tensions qui nuisent à son fonctionnement, fragilisent son financement et affaiblissent son action. Ces crises sont toujours provoquées par des accusations venant de quelques militants catholiques conservateurs dont la vision et les doléances sont principalement portées par l'organe de communication *Lifesite News*. Cette instance, autrefois ignorée par les évêques canadiens, obtient maintenant une écoute attentive et empathique de la part de certains d'entre eux, principalement en Ontario et dans l'Ouest canadien.

Le plus récent épisode de cette saga s'est ouvert à la fin de 2017. Le personnel du Bureau de direction de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) mène depuis une «enquête» interne et opaque qui remet en question le financement de 52 des 180 partenaires de D&P, à la suite d'allégations voulant que ces organismes soutiennent le droit à l'avortement. Or, cette «enquête» se base principalement sur des sources trouvées sur Internet pour repérer un lien possible entre les organismes, leurs responsables et des personnes susceptibles de soutenir l'avortement, et ce, sans évaluation réelle de la qualité du travail qu'ils accomplissent. C'est en effet ce qu'a révélé la sortie publique de deux des partenaires visés par le processus – le Centre ERIC, au Honduras,

dirigé par le jésuite Ismaël Moreno, et l'organisme haïtien Fanm Deside, dirigé par Marie-Ange Noël, fondé et toujours soutenu par les Sœurs du Bon-Conseil. On constate aussi l'acharnement du personnel de la CECC qui, depuis deux ans, revient constamment avec les mêmes questions, accueillant avec suspicion les démentis reçus des partenaires visés et négociant des conditions pour la poursuite du financement. Les responsables de cette «enquête» affichent de plus une méconnaissance manifeste du contexte politique et social dans lequel interviennent lesdits partenaires et sont visiblement peu soucieux des effets que leurs interventions peuvent avoir sur des femmes et des hommes qui s'engagent auprès des plus vulnérables, souvent au risque de leur propre vie et dans des conditions extrêmement difficiles. À ce jour, l'incertitude reste par ailleurs complète quant aux décisions finales qui seront prises, puisque les évêques, probablement divisés entre eux sur cette démarche, n'arrivent pas à clore ce processus inquisitoire et à rétablir la crédibilité des partenaires.

Au cœur des litiges, l'enjeu le plus évident est le détournement de sens de la notion de «droit à la vie» de l'enseignement social de l'Église catholique, que les détracteurs de D&P opèrent pour mener leur combat sans nuance contre l'avortement. Encore une fois, les luttes de pouvoir et les appels à l'orthodoxie sont motivés par le désir de contrôle du corps des femmes et la peur de la solidarité féministe, reportant sur les partenaires du Sud des exigences et des diktats que ne tolère plus la grande majorité des catholiques du Canada. Sur-tout, toute cette affaire révèle un refus obstiné des militants conservateurs et de certains évêques de concevoir l'engagement social des chrétiens et des chrétiennes comme une *collaboration active* pour faire advenir la justice sociale avec différents acteurs sociaux dont les revendications n'ont pas à se conformer aux choix promus par l'Église catholique, notamment en regard de la morale sexuelle.

Enfin, on peut se demander si une part de ce resserrement des règles autour de D&P n'est pas, dans les faits, une réaction aux positions courageuses

défendues par l'organisme au sujet de l'exploitation des ressources naturelles et de l'action de l'industrie minière canadienne dans les pays du Sud global. La question se pose quand on sait que les contestations viennent principalement des régions plus dépendantes de l'exploitation des ressources pétrolières, d'une part, et, d'autre part, de Toronto, où sont basés de nombreux sièges sociaux d'entreprises minières. Les milieux ecclésiaux de ces régions sont souvent les plus réfractaires aux discours sur l'écologie intégrale et aux remises en question du système capitaliste que promeut activement le pape François et qui mobilisent de nombreux catholiques engagés socialement.

Cette véritable saga est donc devenue, au fil des années, une croisade pour contrôler la vision, l'action et la manière de travailler du plus important mouvement progressiste et démocratique de catholiques engagés socialement au Canada. En mai 2019, la CECC a d'ailleurs imposé à D&P un examen institutionnel mené par la firme Deloitte, visant entre autres à revoir les procédures de fonctionnement de l'organisme et à améliorer ses relations avec la CECC. Bien que le rapport, déposé à la fin de l'année 2019, n'ait toujours pas été divulgué – notamment en raison de pressions exercées sur les représentants de D&P –, on a appris que les 14 propositions retenues remettent en question de façon importante la composition des instances démocratiques de l'organisme, la représentation épiscopale, les modes décisionnels pour le choix des partenaires et les pratiques de communication. Alors que l'Église catholique, secouée par les scandales d'abus sexuels, est condamnée pour sa pratique d'une culture du secret aussi néfaste qu'inacceptable et sommée d'écouter les victimes, on ne semble tirer aucune leçon de cette situation dans la manière de procéder avec D&P. On ne peut qu'espérer que les décideurs bénévoles et salariés de l'organisme qui sont actifs dans les négociations arrivent à faire valoir ce qui a toujours fait l'originalité et l'excellence de l'engagement de Développement et Paix et parviennent à en préserver l'essentiel. ☺